

NOTE DE SYNTHÈSE – OXFAM FRANCE

# TAXATION DES SUPERPROFITS

Recommandations d'Oxfam et estimation des recettes en France



**OXFAM**  
France

## RÉSUMÉ :

*La Commission européenne se réunit aujourd'hui pour avancer sur des mesures de lutte contre l'explosion du prix de l'énergie, notamment à travers la taxation des superprofits. De nombreux pays européens comme l'Italie, ou l'Espagne ont déjà adopté des taxes sur les bénéfices exceptionnels. En France, selon des travaux d'économistes, une telle taxe aurait pu rapporter au moins 10 milliards d'euros en début de crise. Les dernières publications de profits de grandes entreprises suggèrent que le rendement pourrait désormais être supérieur.*

Cette note de synthèse évalue les limites de la proposition européenne, détaille les différentes taxes adoptées au niveau européen et fournit des recommandations sur l'adoption d'une telle taxe.

## QU'EST-CE QU'UNE TAXE SUR LES SUPERPROFITS ?

C'est une taxe applicable aux grandes entreprises qui enregistrent des hausses importantes de bénéfices non pas grâce à des innovations ou des gains de productivité mais en profitant de circonstances externes comme une guerre ou une pandémie pour augmenter leur prix. La taxe ne concerne que la partie « exceptionnelle » des bénéfices.

## QUE PROPOSE L'UNION EUROPÉENNE ?

Mercredi 7 septembre 2022, la présidente de la Commission européenne a proposé deux façons de cibler les bénéfices exceptionnels du secteur de l'énergie<sup>1</sup> :

1. En plafonnant les prix de l'électricité vendue par les entreprises du secteur de l'énergie : Cette mesure s'appliquerait uniquement aux entreprises qui utilisent des sources d'énergie à faible teneur en carbone pour produire de l'électricité, comme les énergies renouvelables et le nucléaire. Ce plafond de revenus introduirait un prélèvement égal à la différence de prix entre le prix réel de production de l'énergie et le prix payé par le consommateur. Jusqu'à présent, le marché européen de l'électricité permet aux entreprises vendant de l'électricité issue d'énergies à faible teneur en carbone facturent le même prix que les centrales à gaz et réalisent de gros bénéfices. Cette mesure ne concernerait pas les entreprises fossiles.

2. En instaurant une contribution de solidarité sur les entreprises fossiles : La Commission n'a pas encore fourni de détail sur le fonctionnement de cette contribution. Mais les entreprises fossiles réalisent des superprofits dans un contexte d'envolée des cours. En 2021, cinq des plus grandes entreprises du secteur de l'énergie (BP, Shell, Total Energies, Exxon et Chevron) ont réalisé ensemble 2 600 dollars de bénéfices cumulés chaque seconde.<sup>2</sup>

## LES LIMITES DES PROPOSITIONS EUROPÉENNES

Les propositions de la Commission européenne montrent que la taxation des superprofits est une mesure de bon sens face à la crise de la vie chère, mais elles ne sont pas suffisantes. Elles se **limitent au seul secteur de l'énergie**. D'autres secteurs comme les nouvelles technologies, l'industrie pharmaceutique, l'agro-alimentaire ou le transport maritime ont vu leurs entreprises réaliser des profits exceptionnels depuis deux ans.

---

<sup>1</sup> Commission européenne (2022), Déclaration de la Présidente Von der Leyen au sujet de l'énergie [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH\\_22\\_5389](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH_22_5389)

<sup>2</sup> Oxfam (2022) Profiting from pain, <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2022-05/Oxfam%20Media%20Brief%20-%20EN%20-%20Profiting%20From%20Pain%2C%20Davos%202022%20Part%202.pdf>

L'entreprise française de fret maritime CMA-CGM a par exemple réalisé un 14,8 milliards de profits au premier semestre 2022, presque autant que sur toute l'année 2021.<sup>3</sup>

Par ailleurs, la contribution de solidarité sur les entreprises fossiles pourrait nécessiter de longues négociations entre les Etats membres pour être adoptée. Si une directive, nécessitant l'unanimité semble pour le moment écartée,<sup>4</sup> les négociations autour du règlement pourraient nécessiter de longs mois de négociations, autant de temps ou certaines entreprises pourraient continuer à faire des superprofits sans être taxées.

## **CERTAINS PAYS DE L'UE SE SONT DÉJÀ PRONONCÉS EN FAVEUR D'UNE TAXE SUR LES SUPERPROFITS SANS ATTENDRE L'UNANIMITÉ EUROPÉENNE.**

L'Italie, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Hongrie, la Grèce ou encore la Roumanie ont décidé d'appliquer une taxe sur les superprofits des grandes entreprises.

Les secteurs ciblés peuvent parfois différer, les taux et les périmètres des taxes peuvent également varier d'un pays à l'autre mais le but est identique : Soutenir les ménages les plus fragiles et aider les TPE et PME qui souffrent de la spéculation des multinationales qui ont profité des crises.

Dans le tableau en fin de document, [Oxfam présente de façon synthétique les options choisies par les Etats membres qui ont choisi de mettre en place une taxe.](#)

## **LES RECOMMANDATIONS ET DEMANDES D'OXFAM**

Oxfam appelle les institutions européennes et les pays membres à mettre en place rapidement des taxes sur les superprofits des grandes entreprises dans tous les secteurs pour atténuer l'impact de la crise actuelle et à envisager qu'une telle taxe pourrait être applicable automatiquement lors de chaque crise où des entreprises réaliseraient des superprofits.

### **Une taxe sur les superprofits devrait être:**

- **Dans le cas de la France, cette taxe devrait être sur les ventes** (ou sur une distribution du bénéfice globale en fonction des ventes nationales) pour permettre de capter les entreprises comme Total qui délocalisent leur bénéfice.

- **Applicable à tous les secteurs.** Un impôt exceptionnel devrait être appliqué à toutes les grandes entreprises réalisant des superprofits, quel que soit le secteur. Plusieurs secteurs ont enregistré des bénéfices supplémentaires et le fait de **limiter le prélèvement à un ou deux secteurs limiterait le potentiel d'un impôt exceptionnel.**

- **Activable automatiquement.** Une taxe sur les superprofits des grandes entreprises devrait s'appliquer automatiquement pendant les périodes de bénéfices excessifs afin de garantir une mise en œuvre rapide et efficace. Elle ajouterait de la certitude au cadre fiscal pour les entreprises et les investisseurs et **encouragerait les multinationales à réinvestir les bénéfices excédentaires dans les employés, les investissements productifs ou la réduction des prix.**

---

<sup>3</sup> Le Monde (2022), « CMA-CGM : maxi-profits, impot mini »

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/09/02/cma-cgm-maxi-profits-impots-mini\\_6140026\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/09/02/cma-cgm-maxi-profits-impots-mini_6140026_3234.html)

<sup>4</sup> Contexte (2022), «Le projet de règlement de Bruxelles pour plafonner le prix de l'électricité »

[https://www.contexte.com/actualite/energie/document-le-projet-de-reglement-de-bruxelles-pour-plafonner-le-prix-de-lelectricite-et-en-limiter-la-consommation\\_155824.html](https://www.contexte.com/actualite/energie/document-le-projet-de-reglement-de-bruxelles-pour-plafonner-le-prix-de-lelectricite-et-en-limiter-la-consommation_155824.html)

- **Applicable sur les superprofits réalisés sur le territoire.** L'impôt s'appliquerait sur les superprofits d'une société dans une juridiction spécifique, plutôt que sur les bénéfices consolidés dans le pays du siège social. Cette approche est plus facile à mettre en œuvre et permet d'éviter les situations de double imposition. Des mesures devraient être mises en place simultanément pour éviter la délocalisation artificielle des bénéfices vers des pays n'appliquant pas une telle taxe.

- **Ambitieuse. Le champ d'application, le taux d'imposition et l'assiette fiscale doivent être suffisamment larges pour générer des revenus et corriger les effets de distorsion du marché.** Il faut s'assurer que le montant payé au titre de l'impôt ne sera pas déductible de l'impôt sur les sociétés et ne sera pas compensé par l'activation d'actifs d'impôts différés. L'aspect rétroactif de la taxe doit également être pris en compte afin de prendre en compte le maximum de superprofits réalisés pendant la crise. En France, cela passe par l'adoption d'une telle taxe dans un budget rectificatif pour être appliqué en 2022.

- **Affectée sur des dépenses précises.** Les recettes d'un impôt exceptionnel devraient être utilisées pour soutenir, mais pas uniquement, les personnes les plus touchées par la crise, afin d'accroître les effets redistributifs de la mesure, tant au niveau national qu'international. Les recettes d'un impôt exceptionnel pourraient financer, par exemple, des régimes de protection sociale visant à minimiser l'effet disproportionné de l'inflation ou des réductions sur les factures des ménages pauvres pour compenser l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz.

- **Garantir que le prix n'est pas transféré aux consommateurs** Des mécanismes doivent être mis en place pour garantir que le coût de la taxe ne soit pas répercuté sur les consommateurs sous la forme d'une hausse des prix. Des autorités compétentes doivent être désignées pour effectuer les contrôles et les audits requis. Des ressources suffisantes doivent être allouées pour garantir que ces tâches soient accomplies efficacement et des sanctions spécifiques doivent être élaborées pour les entreprises qui répercuteraient le coût de la taxe sur les consommateurs. De telles mesures sont incluses dans les propositions italiennes et espagnoles.

- **Adaptée aux spécificités nationales.** Chaque pays devrait adopter une conception de sa taxe exceptionnelle qui réponde à ses besoins. Certains pays utilisent une base fiscale sur les ventes pour isoler le superprofit lorsque d'autres utilisent plutôt une base de profits.

### Quelles recettes générées en France ?

En se basant sur des travaux d'économistes<sup>5</sup> **Oxfam France estime qu'une telle taxe aurait pu rapporter au moins 10 milliards d'euros en début de crise.** Les dernières publications de profits de grandes entreprises suggèrent que le rendement pourrait désormais être supérieur.

Afin de pouvoir éclairer le débat, Oxfam France demande au Ministère de l'économie de publier au plus vite une estimation détaillée des recettes que pourrait générer un tel impôt pourrait générer, sur la base du périmètre issu des recommandations de cette note de synthèse.

---

<sup>5</sup> Dubinina, Garcia-Bernardo & Jansky (2021), Excess Profit Tax – Estimating the Potential Tax Revenue Gains for the European Union, <https://left.eu/content/uploads/2021/11/FISC-v1.pdf>

## SYNTHÈSE DES DIFFÉRENTES TAXES SUR LES SUPERPROFITS APPLIQUÉES AU NIVEAU EUROPÉEN :

	ITALIE	ROYAUME-UNI	GRÈCE	ESPAGNE	HONGRIE	ROUMANIE	BELGIQUE	ALLEMAGNE	PAYS-BAS
SECTEUR	Energie	Energie	Energie	Energie et Banques	Energie, Banques, Aviation, commerce, Télécommunications	Energie (sauf pétrole & gaz)	Energie	Energie (sauf pétrole & gaz)	Energie
BASE FISCALE	Ventes	Profits	Profits exceptionnels	Banques: Produit net bancaire Energie : Ventes	Banques: Produit net bancaire Energie: Profits Commerce et télécommunication : Ventes Aviation; Commission de décollage	Profits exceptionnels	Profits exceptionnels	Via le plafonnement du prix de vente.	Pas de détail
TAUX	25%	25%	90%	Banques: 4,8% Energie: 1,2%	Banques: 8/10% Energie: 25% , Telecom: 7% Commerce: 4.1% Aviation: 25 euros par ticket	80%	Pas de détail	Pas de détail	Pas de détail
DURÉE	Taxe exceptionnelle	Jusqu'en 2025	Pas de détail	Jusqu'en 2023	Jusqu'en 2023	Taxe exceptionnelle	Pas de détail	Pas de détail	Pas de détail
CONTRÔLE DE LA MESURE	Contrôle et audit sur les variations abusives de prix	Pas de détail	Pas de détail	Contrôle et audit sur les variations abusives de prix	Pas de détail	Pas de détail	Pas de détail	Pas de détail	Pas de détail
RECETTES ATTENDUES PAR AN	11 milliards €	6 milliards €	Pas de détail	7 milliard €	1 milliard €	Pas de détail	700 millions €	Pas de détail	2 milliards €
UTILISATION DES RECETTES	Soutien aux ménages précaires et entreprises	Soutien aux ménages précaires	Soutien aux ménages précaires	Pas de détail	Pas de détail	Soutien aux ménages précaires	Soutien aux ménages précaires	Soutien aux ménages précaires	Soutien aux ménages précaires et entreprises

### EN SAVOIR PLUS :

<https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/taxe-sur-les-superprofits-lue-devrait-taxer-toutes-les-entreprises-qui-profitent-de-la-crise-et-pas-seulement-elles-du-secteur-de-energie/>